



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

CONSEIL

Cent trente-septième session

Rome, 28 septembre – 2 octobre 2009

ALLOCUTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

*Monsieur le Président indépendant du Conseil
Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames et Messieurs,*

Je souhaite vous remercier d'être venus à Rome cette semaine pour participer à la cent trente-septième session du Conseil.

Avant de commencer mon discours, je tiens à rendre hommage à une célébrité et notre cher ami à tous, M. Norman Borlaug, disparu le 12 septembre 2009, mieux connu comme le père de la Révolution verte, qui a entraîné une augmentation sans précédent de la production vivrière pour nourrir une population qui a doublé entre 1960 et 2000. M. Borlaug a aidé à vaincre l'un des plus anciens fléaux de l'humanité – la famine généralisée. Il a sauvé un nombre incalculable de vies.

Il est certain que sa perte sera fortement ressentie à un moment où le monde est confronté à un double défi – assurer la sécurité alimentaire au milliard d'individus qui souffrent de la faim et de la malnutrition et doubler la production vivrière pour nourrir une population mondiale qui devrait atteindre 9,2 milliards d'individus en 2050.

Je vous invite à observer une minute de silence à la mémoire de M. Borlaug.

[Silence]

*Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames et Messieurs,*

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

(Réforme, Cadre stratégique, Plan à moyen terme et Programme de travail et budget de la FAO)

Permettez-moi de traiter d'abord des progrès accomplis et des plans pour la réforme continue et le renouveau de la FAO ainsi que de ma proposition pour le Programme de travail et budget 2010-2011.

(Cadre stratégique, PMT et PTB soumis)

Au cours des mois passés, les Membres et la Direction ont formulé un nouveau Cadre stratégique qui contient les grands principes et les orientations à long terme concernant nos futurs programmes de travail. Le Cadre stratégique s'appuie sur une base conceptuelle solide – une approche améliorée, axée sur les résultats – comme il avait été convenu dans le Plan d'action immédiate pour le renouveau de la FAO. Les cadres de résultats comprenant onze Objectifs stratégiques et les moyens d'action par l'application de deux Objectifs fonctionnels et de huit Fonctions essentielles sont le fruit d'un débat intergouvernemental long et méticuleux qui a eu lieu au cours des 18 derniers mois.

Le Plan à moyen terme 2010-13 et le PTB 2010-11 proposés représentent un important effort tendant à mettre en relation les moyens et les finalités, c'est-à-dire à affecter toutes les ressources dont dispose l'Organisation à la réalisation des résultats convenus, et en faisant une nette distinction entre activités techniques et activités administratives. Cela nous a permis de mieux cibler notre travail sur les besoins des Membres. Le dernier PTB comptait 183 entités de programme au titre du Programme ordinaire. Le PTB 2010-11 propose 56 résultats ciblés et mesurables comprenant toutes nos activités, réalisées avec des contributions mises en recouvrement et des contributions volontaires.

(Progrès accomplis dans le fonctionnement en alignant la structure, les rôles et les responsabilités sur les résultats)

Avec clarté et de concert afin de contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques bien formulés de l'Organisation, nous avons établi la base pour l'unité d'intention, de façon que le personnel du Siège et dans les bureaux décentralisés puisse fonctionner comme une équipe. Une grande attention est accordée aux bureaux décentralisés et à leur rôle dans le processus décisionnel.

Les bureaux décentralisés ont joué un rôle plus important dans la préparation de propositions de budget pour 2010-11. Dès le mois de janvier prochain, les bureaux régionaux auront également la responsabilité budgétaire et de programme des fonctionnaires techniques opérant dans la région et vont progressivement superviser les travaux de fond des bureaux de pays. Par ailleurs, le personnel des bureaux décentralisés a été formé pour assumer la responsabilité supplémentaire du Programme de coopération technique en 2010.

Pour faciliter l'alignement de notre structure sur le cadre de résultats, une restructuration complète du Siège a été engagée en 2009 et doit se terminer en 2012; elle aboutira à une structure de gestion réduite et moins hiérarchisée. Un élément clé de cette opération a été une déstratification qui a inclus la suppression d'un tiers des postes de direction. À la demande des Membres, les économies ainsi réalisées d'un montant de 17,4 millions d'USD par exercice biennal ont été réaffectées dans le Programme de travail et budget 2010-11 à des programmes de la FAO.

(Utilisation efficace des contributions des Membres grâce aux réformes administratives)

Nous continuons d'assurer l'utilisation efficace des contributions des Membres grâce à une réforme systématique des systèmes d'administration et de gestion. Un Examen détaillé de nos processus et de nos systèmes, demandé dans le cadre du PAI, nous a offert diverses possibilités de

réduire les coûts et d'améliorer la qualité et la ponctualité des services administratifs durant les cinq prochaines années.

Le PAI et l'Examen détaillé ont souligné l'importance des réformes des ressources humaines pour le renouveau de la FAO. La stratégie de gestion et le cadre relatif aux politiques en matière de ressources humaines ont été élaborés et approuvés par le Comité financier. Le Système d'évaluation et de gestion des résultats (PEMS) a été lancé, à titre pilote, en 2009, et a concerné plus de 500 fonctionnaires. Ce système fournit le lien de responsabilité entre les résultats individuels du personnel et le cadre de résultats de l'Organisation. Un programme intensif de formation du personnel et des gestionnaires est en cours pour mettre en œuvre intégralement ce système l'an prochain.

Les associations du personnel ont collaboré avec la Direction et ont aussi interagi de manière à la fois formelle et informelle avec le Comité de la Conférence chargé du suivi de l'EEL. L'équipe chargée du changement de culture a collaboré amplement avec le personnel au Siège et dans les bureaux décentralisés. Elle a élaboré une déclaration de vision interne et avancé des propositions pour les promotions de carrière, les récompenses et la reconnaissance.

(Progrès grâce au dialogue)

Je n'ai abordé que quelques-unes de nos réalisations collectives sans même faire allusion par exemple, aux nombreux amendements à l'Acte constitutif et au Règlement général de l'Organisation qui seront présentés à la Conférence pour la mise en œuvre du PAI. Les travaux pour 2009, par l'intermédiaire des 235 actions de suivi convenues lors de la session extraordinaire de la Conférence de l'an dernier, sont bien engagés, et 132 actions seront achevées d'ici la fin de l'année.

Nous devons beaucoup à la direction exemplaire du Comité de la Conférence chargé du suivi de l'EEL qui a aussi fourni des encouragements et des motivations en guidant les Membres et le Secrétariat tout au long de la mise en œuvre du PAI pour le renouveau de la FAO. Je veux croire que vous conviendrez que le personnel de la FAO a, pour sa part, fait preuve d'un enthousiasme, d'un engagement et d'une détermination remarquables pour appuyer les États Membres de notre Organisation.

L'approche novatrice qui consiste à suivre les progrès par l'intermédiaire des groupes de travail dirigés par des membres et de séminaires informels a créé les conditions d'un dialogue fructueux entre les Membres et la Direction, au cours duquel divers points de vue ont pu être exprimés.

(Ressources de 2009 pour le PAI)

Pour parvenir à ce résultat, la Direction a dû procéder à une redéfinition ardue des priorités et de leur enchaînement, car les ressources extrabudgétaires allouées pour le renouveau de la FAO en 2009 étaient tombées bien en dessous du montant nécessaire fixé provisoirement, soit 21,8 millions d'USD adoptée par la Résolution de la Conférence 1/2008. En fait, à ce jour, les annonces de contributions s'élèvent à 8,3 millions d'USD dont seulement 5 millions sous la forme de contributions en espèces. Ce déficit a compliqué notre travail.

(Plans)

En attendant, le PTB pour le prochain exercice biennal comporte un ensemble de propositions détaillées dans un nouveau format. Il expose les besoins financiers intégrés pour la mise en œuvre d'un programme de travail biennal financé par des contributions mises en recouvrement et volontaires. En outre, mes propositions pour le Plan de travail à moyen terme et le Programme de travail et budget tiennent pleinement compte des réformes établies dans le cadre du PAI pour le

renouveau de la FAO et comprennent les trente-cinq actions supplémentaires découlant des conclusions de l'Examen détaillé.

Du fait que mon mandat au sein de l' Organisation arrivera à son terme au cours du prochain exercice biennal, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour que la FAO soit en mesure d'aider ses Membres à relever les défis du XXI^e siècle. Nos réformes constituent les fondements d'une organisation renforcée capable d'exécuter ses programmes de manière efficace et centrant parfaitement ses objectifs. C'est pourquoi je continue de donner la priorité absolue à la réforme.

(Ressources)

Nous ne pouvons bien sûr nous lancer dans des programmes et des réformes sans la gouvernance éclairée des Membres et sans les ressources que vous-mêmes, en tant que Membres, fournissez à l'Organisation.

Pour ce qui est des évaluations du Programme ordinaire, et considérant la notion de « réforme dans la croissance » préconisée comme la principale conclusion de l'EEI et réitérée dans le PAI, le Secrétariat s'est trouvé devant un dilemme.

D'une part, la FAO est tenue de rendre opérationnelles les stratégies et les programmes afin de contribuer à l'élimination de la faim avec de nouveaux besoins de ressources.

D'autre part, nous sommes conscients qu'il existe une concurrence pour l'obtention de fonds publics si rares, notamment du fait que les États Membres doivent corriger les effets nuisibles de la crise financière et économique.

Dans ce contexte, les gains d'efficacité pourraient être considérés comme un ingrédient financier important pour optimiser les services de la FAO à ses Membres à un coût minimal. L'Examen détaillé a fourni une analyse d'experts, fondée sur des données, des possibilités de réaliser des gains d'efficacité quantifiés en 2010-11, analyse qui a été incorporée dans le PTB proposé. J'invite les Membres à prendre bonne note de la conclusion que les possibilités de faire des économies sont assez limitées comme l'a montré l'Examen détaillé. Cette conclusion doit être considérée compte tenu des mesures déjà prises au cours des seize dernières années, qui ont permis de réaliser des économies dépassant 170 millions d'USD par exercice biennal par rapport à 1994-95, grâce à la rationalisation des activités, à la réorganisation du travail, à l'utilisation accrue des moyens de communication modernes et à un meilleur recouvrement des dépenses. Je dois mettre en garde les Membres qui pourraient être tentés de fixer des objectifs d'efficacité non fondés et non programmés pour l'exercice biennal 2010-11, qui compromettraient le dynamisme du renouveau de la FAO et les services à ses Membres.

Je dois aussi rappeler la mise en garde contenue dans l'Examen détaillé, concernant le nombre et la complexité des changements simultanés que nous entreprenons, cela comporte des risques si nous ne sommes pas méthodiques et prudents dans leur mise en oeuvre. Nous prévoyons quelques actions dans le cadre du PAI qui devraient s'achever au-delà de 2011 pour gérer les risques et assurer leur réussite.

Pour toutes ces raisons, je demande des ressources adéquates, afin de pouvoir maintenir l'élan pour le renouveau de la FAO et contribuer à notre vision commune d'un monde libéré de la faim.

Pour en revenir aux chiffres, le budget proposé pour l'exercice biennal au titre de l'ouverture nette de crédits est fixé à 995,9 millions d'USD, soit une augmentation de 7,1 pour cent par rapport au PTB 2008-09. Comme l'ont demandé précédemment les organes directeurs, j'ai également récapitulé les mesures à prendre pour améliorer la situation financière, les liquidités et les réserves de la FAO.

L'ouverture nette de crédits proposée reflète un ajustement pour les augmentations de coûts dans le Budget ordinaire qui a été examiné deux fois par le Comité financier et est en harmonie avec les ajustements proposés par les autres organisations des Nations Unies ayant leur siège à Rome.

En outre, l'ouverture nette de crédits proposée comprend une augmentation destinée à couvrir juste un peu plus de la moitié du coût révisé du PAI durant l'exercice biennal. En formulant ma proposition, j'ai écouté attentivement les Membres concernant la nécessité de garantir le financement pour la mise en œuvre du PAI, tout en protégeant le programme de travail. Cela fait suite à un examen détaillé des hypothèses et de la portée des initiatives PAI depuis les réunions du Comité de la Conférence chargé du suivi de l'EEL, du Comité du Programme et du Comité financier en juillet, qui ont abouti à un coût estimatif fortement réduit pour 2010-11 de 38,6 millions d'USD pour le PAI et la mise en œuvre des recommandations de l'Examen détaillé.

Si les Comités ont estimé que ma proposition allait dans la bonne direction, je dois maintenant attendre que les Membres fassent la prochaine démarche pour trouver des moyens d'assurer un financement adéquat pour le programme de travail et le PAI en 2010-11. Le Comité financier à sa cent vingt-neuvième session, les 18 et 19 septembre, a passé en revue quelques options possibles que vous avez examinées.

Étant votre dernière session avant la Conférence, j'attends avec intérêt le résultat de vos délibérations et vos avis à la Conférence concernant la direction stratégique et le budget de l'Organisation, y compris le traitement du PAI.

Mesdames et Messieurs,

En réformant la FAO en profondeur, n'oublions pas notre mandat et les besoins de ceux qui souffrent de la faim dans le monde. Une personne sur six ne parvient pas à couvrir ses besoins nutritionnels journaliers et la situation s'est sensiblement aggravée ces dernières années.

(Sommet mondial de l'alimentation et sécurité alimentaire mondiale)

À la cent trente-sixième session du Conseil en juin dernier, vous avez décidé d'organiser un Sommet sur la sécurité alimentaire au mois de novembre 2009, en concomitance avec la Conférence, compte tenu notamment, du nombre croissant de personnes souffrant de la faim et de la nécessité de faire en sorte que le défi de l'insécurité alimentaire continue de figurer en bonne place parmi les priorités internationales. Cela témoigne de votre dévouement et de votre engagement en faveur de la cause des pauvres et de ceux qui ont faim et je tiens à vous en féliciter.

Je souhaite remercier à cet égard le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite pour sa généreuse contribution de 2,5 millions d'USD pour les dépenses du Sommet.

Vous avez également décidé d'établir un Groupe de travail à composition non limitée chargé d'arrêter les dispositions nécessaires pour le Sommet. Je suis heureux de vous informer qu'à ce jour, le Groupe s'est réuni six fois sous la présidence du Président indépendant du Conseil et de deux Vice-Présidents et que des progrès satisfaisants ont été accomplis. Le Secrétariat donne tout son appui à ce processus.

Le Groupe de travail à composition non limitée a commencé à recueillir des projets de déclaration. Je dois faire remarquer ici que, à la demande du Groupe, le Secrétariat a apporté sa contribution pour la définition des objectifs et des décisions éventuelles du Sommet. Cette contribution a été préparée en vue de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et d'établir des objectifs quantifiables assortis de délais pour leur réalisation.

Ce sera le troisième sommet après ceux de 1996 et 2002. Si les deux premiers sommets ont aidé à maintenir la sécurité alimentaire et l'agriculture au nombre des priorités des décideurs et à prendre des engagements en faveur d'une lutte efficace contre la faim dans le monde, les décisions prises n'ont pas été suivies d'actions à la hauteur des objectifs fixés. Le premier but du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire en novembre prochain sera de dégager un consensus sur l'élimination rapide et totale de la faim dans le monde, de manière que tous les peuples de la Terre puissent exercer le « droit à l'alimentation », droit fondamental parmi tous les droits de l'être humain.

En matière de sécurité alimentaire mondiale, nous sommes confrontés au plus grand défi des temps modernes. Ce défi est double: d'une part, nous devons assurer la sécurité alimentaire d'un milliard de personnes qui souffrent de la faim et de la malnutrition; d'autre part, nous devons doubler la production alimentaire afin de nourrir une population mondiale qui atteindra 9,2 milliards d'individus en 2050.

L'insécurité alimentaire mondiale s'aggrave et aucune région n'est à l'abri. Selon nos dernières données, en 2009, la faim va s'aggraver dans toutes les régions du monde. Asie et Pacifique: de 10,5 pour cent pour atteindre 642 millions de personnes; Afrique subsaharienne: de 11,8 pour cent pour atteindre 265 millions de personnes; Amérique latine et Caraïbes: de 12,8 pour cent pour atteindre 53 millions de personnes; Proche-Orient et Afrique du Nord: de 13,5 pour cent pour atteindre 42 millions de personnes.

En outre, au mois de juillet dernier, trente pays étaient dans une situation de crise alimentaire nécessitant une aide d'urgence. Parmi ceux-ci, vingt en Afrique et dix en Asie/Proche-Orient. Aujourd'hui, les perspectives de production vivrière dans plusieurs pays sont préoccupantes. Le Guatemala a décrété l'état de « catastrophe », le pays faisant face à de graves pénuries alimentaires. En Inde, l'on s'attend à ce que la sécheresse entraîne des pertes de récolte dans la moitié environ des districts. En Argentine, une sécheresse prolongée a compromis la production céréalière, ce qui devrait réduire l'excédent exportable.

Nous sommes en train de payer aujourd'hui, avec le nombre croissant de personnes souffrant de la faim, notre incapacité à développer ou à relancer la production alimentaire locale, après avoir négligé l'agriculture et sous-investi dans ce secteur pendant trente ans.

Malgré toutes les bonnes intentions pour vaincre la faim, nous n'atteindrons pas nos buts sans les décisions de politique appropriées, sans les initiatives de suivi requises et les ressources financières nécessaires.

Les événements des deux dernières années ont fait ressortir la fragilité du système alimentaire mondial et le manque de cohérence et d'efficacité dans la gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale. Pour répondre de façon efficace et durable à la crise de l'insécurité alimentaire, il faut une forte impulsion et des politiques, stratégies et programmes appropriés, mais également une mise en oeuvre et un suivi coordonné des actions convenues. Cela ne saurait avoir lieu sans un Comité de la sécurité alimentaire réformé et renforcé.

Alors que le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté, les ressources pour l'agriculture ont diminué. La part de l'aide publique au développement (APD) allant à l'agriculture a reculé, passant de 17 pour cent en 1980 à 3,8 pour cent en 2006. Aujourd'hui, elle s'établit à environ 5 pour cent. Si l'on remonte aux années 1970, pour prévenir le risque de la faim et de la famine en Asie et en Amérique latine, le monde dépensait 17 pour cent de l'APD pour construire des périmètres irrigués, des routes rurales, des installations d'entreposage, des systèmes de production semencière et des usines d'engrais et fabriques d'aliments pour animaux, qui constituèrent la base de la Révolution verte.

Néanmoins, au cours de ces deux dernières années, la FAO, de son côté, a mobilisé toutes les ressources techniques et financières disponibles pour faire face à la crise alimentaire.

Outre l'assistance fournie au titre de programmes de sécurité alimentaire nationaux et régionaux et les projets de secours d'urgence lancés pour atténuer les effets des ouragans et autres catastrophes naturelles, la FAO a également pris plusieurs mesures dans le cadre de son « Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires » qui a été lancée le 17 décembre 2007 dans le but de faciliter l'accès des petits agriculteurs aux semences, aux engrais, aux outils agricoles et aux engins de pêche. Le budget alloué à ces projets est actuellement de 104 millions d'USD. De plus, l'Organisation exécute des projets dans 25 pays avec un budget de 285 millions d'USD financé par l'Union européenne au titre de son Mécanisme pour l'alimentation, d'un million d'EUR, mis en place pour aider les pays en développement à faire face à la crise alimentaire.

Il nous faut maintenant élargir, approfondir et reproduire ces programmes et projets.

Il y a lieu de se féliciter du changement de politique encourageant en faveur de l'appui aux pauvres et à ceux qui ont faim qui s'est traduit par l'initiative sur la sécurité alimentaire lors de la réunion du G8 en juillet dernier à L'Aquila. L'initiative, qui met l'accent sur l'assistance consentie aux petits agriculteurs dans les pays en développement pour accroître leur production vivrière, et les engagements financiers de 20 milliards d'USD sur trois ans pour une stratégie globale axée sur le développement agricole durable constituent un pas important dans la bonne direction.

Les engagements pris lors de la réunion du G8 de L'Aquila doivent maintenant se concrétiser, non seulement pour des considérations morales mais aussi pour des raisons économiques et pour assurer la paix et la sécurité dans le monde.

Enfin, j'ose espérer qu'en novembre nous pourrions convenir de trois objectifs:

- éliminer la faim de la surface de la Planète au cours des quinze prochaines années;
- ramener la part de l'agriculture dans l'APD totale à son niveau de 1980;
- renforcer le CSA, en tant qu'élément du Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, avec les composantes nationales pour une meilleure gouvernance mondiale pour la lutte contre la faim.

J'attends avec grand intérêt les résultats de vos débats, je vous souhaite un plein succès dans vos travaux et vous remercie de votre aimable attention.